

# A Genève, la mèr

**TAUX** Le canton n'a plus de raison de craindre le départ de ses entreprises. La déclinaison cantonale de la RFFA passe la rampe haut la main, à 58,22%. Les divisions de la gauche se sont retrouvées dans les urnes

LAURE LUGON ZUGRAVU

Twitter @LaureLugon

Genève n'aura pas besoin de plan C pour la réforme cantonale de l'imposition des entreprises, acceptée à une confortable majorité de 58,22%. Cela tombe bien, il n'en avait pas. «Le Conseil d'Etat se réjouit évidemment de ce compromis qui permet de maintenir les entreprises à Genève et de limiter les pertes fiscales. La situation aurait été particulièrement compliquée si tel n'avait pas été le cas», déclare la ministre des Finances, Nathalie Fontanet.

Voilà le président du PLR, Bertrand Reich, qui trépigne d'une joie non contenue: «Les Genevois ont compris les vrais enjeux: préserver les emplois et la prospérité économique du canton. Ils se sont refusés à jouer avec le feu et ont plébiscité la concordance.» La réforme prévoit un taux unique de 13,99% à Genève, ainsi que 200 millions de plus pour le social, en compensation des pertes fiscales estimées pour le canton et les communes. «C'est un immense soulagement pour les entreprises, estime Vincent Maitre, président du PDC. Elles retrouvent la stabilité et la sécurité juridique qui fai-

# e de toutes les batailles est enfin derrière

Le Temps,  
20.05.2019,  
p. 2-3

saient défaut à cause des attaques de la gauche. Elles vont pouvoir relancer les investissements.»

Avec de nombreuses sociétés à statut spécial sur son sol, 62000 emplois directs et indirects en jeu, et un voisin vaudois qui a fixé son taux à 13,49%, la perspective d'un taux unique à 24,2% au 1er janvier prochain eût représenté, pour la droite et le gouvernement, le cauchemar absolu. Au spectre des multinationales prenant la tangente est venu s'ajouter, ces dernières semaines, celui de la fuite d'entreprises ordinaires, dont certaines ont menacé de quitter Genève pour Vaud. Aussi

**Vincent Subilia**, directeur général de la **Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG)**, salue-t-il «la victoire du pragmatisme, qui nous permet de conserver notre attractivité. C'est aussi le fruit d'un compromis historique, malgré le retournement de certaines familles politiques.»

## Socialistes divisés

La droite respire, mais pas que. Une partie des socialistes a aussi le sourire, comme le député Romain de Sainte Marie, l'un des artisans de ce fameux compromis qui aura été piétiné par son parti mais reconnu dans les urnes: «Ce résultat n'est pas une victoire de la droite, mais du compromis. Il est la preuve que les Genevois veulent des solutions trouvées ensemble, et non des positions frontales.» Sans des voix de gauche en effet, le projet n'aurait eu que peu de chances. Il faut dire que des

poinds lourds du PS et des Verts étaient accourus à sa rescousse, comme la conseillère administrative socialiste de la ville Sandrine Salerno, ou l'ancien ministre vert David Hiler. Chez Nicolas Walder, président des Verts genevois, on sent poindre une amertume à l'égard de la valse-hésitation du PS: «Si le PS avait été plus clair dès le début, si le projet n'avait pas été présenté comme un consensus, on n'aurait pas ouvert la porte à une partie de la gauche pour l'accepter.» Divisé à l'interne, le PS a certainement connu la même fracture chez ses électeurs, tiraillés entre un taux jugé trop bas et des mesures sociales fortes.

## «C'est un immense soulagement pour les entreprises»

VINCENT MAITRE,  
PRÉSIDENT DU PDC GENEVOIS

Celles-ci (hausse des subsides d'assurance maladie de 186 millions et aide de 40 millions à la petite enfance) ont été plébiscitées à 75,49%, sous la forme d'un contre-projet à l'initiative de la gauche «pour des primes d'assurances plafonnées à 10% du revenu», acceptée à un cheveu. A la question subsidiaire pour les départager a survécu le contre-projet. Une victoire pour le conseiller d'Etat Thierry Apothéloz, chargé de

social: «On soulage le porte-monnaie des classes moyennes et les familles monoparentales et nombreuses auront un apport supplémentaire.»

## Projet de loi pour taxer davantage les dividendes

C'est loin de convaincre le président du PS, Gérard Deshusses, opposé à la RFFA: «Je crains que l'aide sociale ne soit sacrifiée au profit des subsides à l'assurance maladie. Avec l'assouplissement du frein à l'endettement, la dette pourrait augmenter de 400 millions de francs. A terme, c'est l'impôt sur les personnes physiques qui va grimper, on l'a vu dans le canton de Vaud.» Nicolas Walder regrette que «toutes les sociétés soient désormais traitées sur un pied d'égalité, y compris les entreprises prédatrices». La défaite ne démotive pas Ensemble à gauche, qui déposera lundi déjà un projet de loi pour que les dividendes soient davantage taxés, prévient Jean Batou. Le PS appelle à réévaluer la valeur fiscale des immeubles pour augmenter les recettes fiscales.

Genève aura-t-elle les moyens d'assumer les pertes fiscales dues à la RFFA et à la recapitalisation de la Caisse de prévoyance de l'Etat? «C'est beaucoup de coûts, mais ils ont été prévus depuis longtemps et nous en avons limité l'impact sur les finances publiques, assure Nathalie Fontanet. Nous nous sommes aussi engagés à ne pas augmenter les impôts des personnes physiques. Sans ces réformes, cela aurait coûté davantage.» ■